

ARCHIVES, BIBLIOTHEQUES ET EDUCATION.

L'Association des Archivistes et des Bibliothécaires de Belgique a organisé une Journée d'étude le mercredi 12-11-1969, à la Bibliothèque royale Albert 1^{er} sur le thème suivant :

Une responsabilité des Archives et des Bibliothèques : faire connaître leur patrimoine au grand public. Examen des moyens et des méthodes.

Ouverte à tous, destinée autant aux enseignants et aux responsables de l'éducation populaire qu'aux archivistes et aux bibliothécaires, cette journée a été l'occasion d'une confrontation entre les gardiens de ce patrimoine et les représentants attirés ou non de la jeunesse studieuse et du grand public.

En principe, toutes les branches de l'enseignement moyen, normal et technique devaient être envisagées. En effet, outre l'intérêt que les collections présentent pour la formation générale des élèves, la plupart des spécialités y sont illustrées : à côté des cas évidents des matières historiques, citons les cours de géographie, de langues, les sciences exactes, la pédagogie, la morale, les techniques, les arts appliqués : les collections des archives et des bibliothèques fournissent les témoins des progrès de ces branches, et souvent ceux de l'évolution historique de l'objet même de ces enseignements (p. ex. : anciennes cartes, manuscrits littéraires, etc.).

Pour les adultes, pour tous les adolescents, surtout ceux qui sont défavorisés par une mise au travail précoce, pour les vacanciers, le contact (la découverte ?) de ces trésors peut être particulièrement enrichissant. Dans le cas des collections dites publiques, ne peut-on parler d'un droit ?

L'une des tâches des Archives et des Bibliothèques est de répondre à ces besoins. Quelles méthodes permettront de concilier l'éducation permanente avec les exigences des chercheurs, tout en assurant la parfaite conservation des collections ? Toute détérioration est en effet préjudiciable à tous. Que penser des diverses méthodes (expositions, publications destinées à ce public non spécialiste, etc.) ?

Le sujet est vaste, les cas particuliers sont nombreux. Des exposés, volontairement concis, ont introduit les débats.

Les réalisations et les projets des Archives et des Bibliothèques ont été présentés d'abord, par M^{lle} A. SCUFFLAIRE, chef de section aux Archives générales du Royaume, pour les Archives, et par M. P. DUMON, professeur attaché au service éducatif de la Bibliothèque royale, pour les Bibliothèques. Le point de vue des utilisateurs a été exposé, pour le secteur « éducation populaire », par M. L. SCHEVENELS, conseiller-chef de service au ministère de la Culture néerlandaise (en néerlandais) ; pour l'enseignement subventionné, par M. W. VERRELST, professeur, secrétaire de rédaction de « Historische Documentatie, Tijdschrift voor geschiedenis » (en néerlandais) ; pour l'enseignement officiel, par M. R. VAN SANTBERGEN, inspecteur de l'Enseignement moyen et normal de l'Etat. Enfin, M. le Professeur L. FLAM (U.L.B.) a fait un exposé de clôture intitulé « Archief en Bibliotheek als sociaal-historisch geheugen ».

DU ROLE DES BIBLIOTHEQUES ET DES ARCHIVES DANS L'EDUCATION NOUVELLE. (1)

Le but de cette journée est d'améliorer la liaison entre d'une part, les Bibliothèques et les Archives, de l'autre, l'Enseignement, afin de valoriser le Patrimoine dont ces institutions scientifiques et culturelles assurent la conservation. Cette liaison devient de plus en plus nécessaire en raison du problème posé par l'éducation permanente.

Quitte à apparaître comme un Béotien, rompant avec une terminologie spécifique, je vous dirai que pour moi le Patrimoine des Bibliothèques et des Archives ne se réduit pas uniquement à leurs collections précieuses ou leurs fonds inédits. J'étends en effet le terme à l'ensemble des matériaux qu'elles détiennent, y compris leurs instruments de valorisation. Un patrimoine n'acquiert en effet de valeur que par les moyens que l'on a de l'exploiter.

Ceci dit, je ne puis que me réjouir de l'initiative à laquelle nous devons d'être rassemblés et féliciter les promoteurs de cette rencontre. Le fait a été trop exceptionnel jusqu'ici pour ne pas y voir l'indice, encore timide, d'une mutation dont nous devons ici encourager les prémices et accélérer le mouvement. Le temps étant mesuré, il nous faudra aller droit au fait. On voudra bien nous excuser si l'analyse à laquelle nous nous livrons n'évite pas les risques ; nous désirons cependant que l'on sache que nous ne mettons dans nos remarques aucune intention autre que constructive.

En 1871, en pleine *Commune de Paris*, Emile GALICHON, directeur de la *Gazette des Beaux-Arts*, proclamait :

« Il importe enfin d'appartenir un peu moins à la science acquise et de favoriser un peu plus ceux qui la veulent acquérir ».

Il posait ainsi, voici cent ans, le problème de la promotion culturelle des masses. On sait comment *Commune* et *Communards* furent balayés. Mais la promotion culturelle ? Où en est-elle ?

Interrogeons pour cela les chiffres donnés en 1966 par le *Centre européen de sociologie* touchant le public visiteur des musées et des expositions dans six pays européens : Espagne, Italie, Grèce, France, Pays-Bas, Pologne :

— agriculteurs	:	1%
— ouvriers	:	4%
— artisans	}	: 5%
— commerçants		

(1) Les articles publiés sous cette rubrique le sont avec l'aimable autorisation de l'Association des auteurs et bibliothécaires de Belgique.

— employés	}	: 18%
— cadres moyens		
— cadres supérieurs	}	: 46%
— professions libérales		

Ceci concerne les professions. Les chiffres touchant le niveau d'instruction de cette population sont tout aussi éloquents :

— dépourvus de diplôme (écoliers)	: 9%
— fin d'études primaires	: 11%
— fin d'études moyennes	: 17%
— fin d'humanités	: 31%
— licences ou équivalent	: 24%

Ainsi, aujourd'hui encore, la culture, liée à l'instruction, reste l'apanage d'une minorité infime dont le niveau d'étude détermine les préoccupations. La constatation n'est pas sans importance lorsqu'on lit encore sous la plume récente d'un critique : « Laissez aux œuvres d'art leur éloquence naturelle et le plus grand nombre les comprendra ; cette méthode sera plus efficace que tous les guides, toutes les conférences, tous les discours ».

(F. SCHMIDT-DEGENER).

Ceci me fait songer à ce bon médecin de mon enfance répétant avec componction : « Laissons faire la nature ! » On sait aujourd'hui le coût de ce gaspillage naturel. Depuis lors, la thérapeutique a, en effet, hissé l'espérance moyenne de vie de 40 à 70 ans.

Mais laissons là les comparaisons médicales pour revenir aux raisons avancées par les visiteurs eux-mêmes de la fréquentation des musées ; plus de 95% affirment qu'ils y ont été amenés par l'école. Tous les efforts tentés au-dehors de celle-ci s'avèrent pratiquement vains, 3% à peine des visiteurs avouent avoir été attirés par l'appareil éducatif mis en place en dehors des liaisons scolaires. Ces données sont de grande importance, car elles mettent en cause une conception trop répandue des rapports avec le public, à laquelle les Bibliothèques et les Archives n'échappent pas plus que les Musées.

Cette conception repose sur la conviction que c'est l'adulte qui doit être l'objet de tous les égards. Elle néglige le fait que l'enfance est le champ d'apprentissage le plus fécond. La démocratie véritable postule une large politique d'éducation. Or, s'il s'étend à des masses de plus en plus nombreuses, l'Enseignement reste peu démocratique.

La cause tient à la résistance de schémas éducatifs propres à une époque révolue. Celle où la réussite matérielle d'une minorité dynamique — la bourgeoisie capitaliste, — a fixé un type d'instruction adapté à son temps, basé sur un encyclopédisme clos à base d'individualisme. L'information prévalait alors sur la formation, la sélection l'emportait sur la promotion. Ainsi cette classe s'assurait-elle avec un bagage intellectuel suffisant la relève nécessaire à son renouvellement permanent.

Avec ses différents niveaux l'école établissait les filtres nécessaires pour garantir au stade supérieur la valeur d'un produit apte à s'intégrer dans l'élite dirigeante. Le gaspillage d'énergie humaine était compatible avec l'abondance d'un matériel humain rendu disponible par l'emploi des machines. Le caractère encore limité de la science justifiait la prétention de tout connaître et la lenteur relative du progrès technique, dont l'ancienneté restait le principal titre de gloire, expliquait l'absence du besoin de renouvellement professionnel. Aussi l'instruction faisait-elle prime dans un monde scolaire abandonnant l'éducation au domaine sacré de la famille.

Depuis le XIX^e siècle cependant, la prolétarianisation accentuée des masses laborieuses, la mutation profonde des relations économiques, l'accroissement du bagage scientifique, l'accélération du progrès des techniques, l'accès élargi aux droits politiques de couches de plus en plus nombreuses de la société préparèrent des changements profonds. Ceux-ci restèrent toutefois, et restent encore, limités. Quoique facteur de progrès par vocation, le monde de l'école fournit lui-même un exemple type de refus du changement malgré les efforts poursuivis avec ténacité depuis près d'un siècle pour encourager son adaptation.

Si la scolarisation obligatoire, votée en Belgique en 1914, a été poussée durant l'Entre-deux-guerres jusqu'à l'âge limite de 14 ans, il faut attendre, avec la fin de la Seconde Guerre Mondiale, le vote d'une législation sociale favorable, pour que la scolarisation volontaire passe à 15 ou 16 ans. Une chute brutale des effectifs scolaires est constatée après cet âge. Poursuivent leurs études les enfants d'employés et d'un niveau social plus élevé. Le nombre de fils d'agriculteurs, d'artisans et d'ouvriers d'industrie reste dérisoire au niveau de l'enseignement supérieur. Celui-ci présente d'ailleurs des structures dont l'inadaptation aux besoins nouveaux n'est pas sans expliquer la contestation estudiantine depuis deux ans et plus.

Ainsi, instrument de promotion culturelle, l'école répond mal à ses devoirs matériels et moraux, elle se coupe de la société dont elle est cependant l'instrument ou empêche cette société d'aspirer l'oxygène dont elle a besoin pour vivre et progresser. « Former pour hier les adultes de demain » ne résume-t-il pas trop souvent l'œuvre de nos écoles ?

Laissons provisoirement l'école. Revenons aux organismes éducatifs nés parallèlement et hors de l'école : Education populaire, Bibliothèques publiques, Service de la Jeunesse, j'en passe et non des moindres. D'origine souvent privée au départ, l'initiative qui leur donna l'impulsion aboutit finalement dans les structures administratives, sans autre liaison avec l'école qu'une commune dépendance à l'égard du *Ministère de l'Instruction publique*, mais dans des services soigneusement séparés.

Depuis qu'au *Ministère de l'Instruction publique* s'est substitué celui de l'*Education nationale*, le fossé s'est creusé davantage puisque un *Ministère de la Culture* séparé a été créé. On veut espérer que ce retrait stratégique pourra aider, les tâches une fois définies, à combler le fossé entre les deux parties et à nouer les liens les plus solides entre ces deux éléments non dissociables parce que complémentaires.

Pour avoir vécu de sa vie propre, sans grand rapport avec l'école, l'infrastructure socio-éducative de notre pays, quoique insuffisante, n'en est pas moins importante. Cette importance doit cependant croître encore pour satisfaire aux besoins futurs. Corrélativement toutefois, ceux-ci grandiront dans la mesure où l'école jouera son rôle d'initiatrice à l'éducation permanente. Or, de grands mouvements sont actuellement en cours. La réforme générale des études à tous les niveaux se prépare d'autant plus activement que les circonstances pressent davantage. Une vaste expérience de *Rénovation de l'Enseignement secondaire* commence cette année, elle vise à ouvrir l'école sur la vie, à décloisonner les disciplines connexes, à développer la pratique du travail de groupe, à préparer à l'éducation permanente. Cette politique nouvelle implique des instrumentes. Bibliothèques et Archives ici doivent intervenir, l'aide qu'elles apporteront à l'école nouvelle sera la condition même de leur succès dans le cadre prochain de l'éducation permanente.

Plus sera étroite la liaison des Bibliothèques et des Archives avec l'école, plus abondant sera le public d'utilisateurs futurs. Mieux répondront-elles aux besoins des éducateurs, plus étroites seront les liaisons. Voilà les deux ressorts du mouvement. Toutefois, les éducateurs scolaires ne peuvent subir unilatéralement la loi des Bibliothèques et des Archives ; si liaison il doit y avoir, ils désirent que leur voix soit entendue et honorée avec un maximum de compréhension, un maximum d'accueil. C'est bien d'accueil qu'il s'agit ici au tout premier chef.

Le peuple est naturellement timide, respectueux de ce qu'il ne comprend pas. Il abandonne à ses mages le soin de l'éclairer. L'intellectuel prend volontiers figure de mage ; de là à en abuser, il n'y a pas loin.

Moi qui suis fils du peuple et fus élève de la Communale, j'ai conservé de la Science une vision austère. Ainsi m'apparaissait-elle, au-delà de la classe incarnée par l'instituteur, dans ce sanctuaire baptisé bibliothèque publique, logé dans le même bâtiment scolaire, accessible à des privilégiés dont je n'étais pas : « Trop jeune » me disait-on. Un avis précisait d'ailleurs que l'accès s'y faisait à des heures sans rapport avec ma présence à l'école, le soir après cinq heures, tandis que je battais le pavé avec les garnements de mon âge ou le dimanche matin traditionnellement consacré à la toilette hebdomadaire suivie de la messe obligatoire.

Le hasard d'une porte ouverte, m'avait montré de ce sanctuaire laïc les murs tapissés du sol au plafond de longues rangées de volumes, indifféremment revêtus d'une livrée noire. La mine sévère, un petit homme à barbiche s'y affairait en un office dont m'échappaient les rites. Il était : « Monsieur le bibliothécaire » : devait-il en savoir des choses, lui, qui vivait ainsi parmi les livres, un puits de livres.

Certes, me direz-vous, la livrée a changé, des sourires féminins ont remplacé la barbiche maussade, les rayons accueillants mettent maintenant les livres à portée de main. Oui, certes ! Là du moins où bibliothèque il y a, avec des bibliothécaires dûment initiés aux relations publiques et non surchargés

de tâches administratives dont les rapports échappent au public. Avouerai-je que rares sont les écoles pourvues d'une bibliothèque, qu'il n'existe de poste de bibliothécaire que dans les écoles techniques. Des instructions ministérielles récentes viennent d'attirer l'attention des chefs d'établissement sur l'importance du problème auquel la réussite de toute réforme semble cependant liée, mais sans fournir les moyens d'une politique nouvelle, c'est dire que pour l'écrasante majorité des élèves qui sortent de nos écoles, même au niveau supérieur, la notion de bibliothèque reste et restera encore bien vague, avec tout ce qui s'en suit de conséquences au point de vue de la documentation et de l'aptitude à l'information. Que dire des *Archives* dont l'existence est le plus souvent complètement inconnue ?

Ainsi le rôle des *Bibliothèques* et *Archives* comme *Centres de culture et d'éducation*, s'avère-t-il pour un moment encore important pour ne pas dire essentiel.

Il me paraît dès lors nécessaire que les responsables s'informent des vœux des enseignants. Un sondage réalisé en 1968 à propos des relations entre les écoles et les musées peut y aider dans la mesure où les vœux formulés alors répondent à des préoccupations analogues à celles qui gouvernent les relations avec les Bibliothèques et les Archives.

Une première constatation porte sur la nécessité d'assurer des contacts étroits et continus entre le personnel enseignant et les dirigeants des musées. Ceux-ci connaissent le mieux la matière dont ils assurent la conservation et la mise en valeur, ceux-là connaissent le mieux la manière de rendre des connaissances ou ces matériaux accessibles aux élèves ; n'est pas pédagogue qui veut et la pratique est ici essentielle. Chaque classe a sa personnalité, chaque question demande des solutions particulières selon l'occurrence. Une étroite collaboration est dès lors nécessaire. Des détachements de professeurs à temps partiel dans les Bibliothèques et les Musées, sont ici recommandables tant pour préparer les services éducatifs que pour en assurer l'exercice en rapport avec les besoins réels de l'enseignement.

A la question « Que venez-vous chercher au Musée avec vos élèves ? », les professeurs du secondaire répondent nettement : Ni une détente, ni un dépaysement, ni un substitut de cours, mais au contraire motivation ou illustration de leur enseignement, une initiation, voire une synthèse éducative, un stimulant et un moyen de recherche personnelle, autrement dit un instrument et une matière d'enseignement, bien plus qu'un adjuvant. Ils constatent de manière nuancée que bien peu de Musées peuvent actuellement leur donner satisfaction.

S'ils exigent la compétence et la précision du spécialiste, ils demandent en contrepartie qu'elles s'exercent dans le cadre d'une intégration visant à une vulgarisation de haute qualité, reposant sur des explications simples, des formules de présentation variées, originales, aptes à stimuler l'activité des élèves. La rigueur de la pensée, le souci d'efficacité pratique dominent leurs préoccupations. L'élève doit apprendre et comprendre. Le milieu doit dès lors

lui être familier. A cette fin, des instruments de liaison sont nécessaires, des garanties de sécurisation pourrait-on dire : un plan de visite pratique, un catalogue circonstancié d'accès commode, un guide commentateur (hôte, hôtesse, agent des relations publiques), une information et une documentation abondante, convenable et de coût modique, une ambiance agréable par le décor et l'atmosphère. Il rejette les barrières telles que les vitrines par exemple, mais accepte un service de protection efficace. Il veut se sentir chez lui, tout en restant sous guidance. Les classements pourront être systématiques à condition de former des ensembles cohérents, mais il désire sentir, manipuler, mouvoir, participer. Les moyens audio-visuels jouent ici un rôle majeur. A défaut du contact avec l'original, le fac-simile, le modèle réduit, la maquette, la reconstitution conviennent largement. Il opine pour les explications sous forme de figures, croquis, schémas, synopsis, diagrammes, graphiques, images de toute nature. Ainsi, la préoccupation du concret domine, mais axée sur les besoins propres aux enfants, aux adolescents.

Choisir soi-même, ne pas subir, telle est la préoccupation dominante. Ceci implique un contact personnel du maître avec l'institution en vue de la préparation de l'activité, un entraînement des élèves sur base du travail d'équipe en groupe réduits, la mise en œuvre d'un matériel didactique personnalisé.

Les expositions permanentes ou passagères, préparées en relation avec les souhaitent que ces activités s'intègrent dans les horaires de classe, par mutation d'une méthodologie jusqu'ici réputée trop passive. Ceci implique des modifications dans les conceptions administratives comme dans l'organisation pratique des écoles.

Ces exigences ne sont pas minces, comment les traduire au niveau des Bibliothèques et des Archives ?

Commençons par les *Archives* et soulignons que celles-ci doivent se défaire du complexe du chartiste. La charte, avec son bel appareil de sceaux et de parchemin, n'est pas l'essentiel d'un dépôt pour le pédagogue d'aujourd'hui. Il y a bien d'autres formes de documents qui portent témoignage et auxquelles il faut aujourd'hui rendre leur valeur : archives du son, de la parole, de l'image, du film ; archives de familles sans particules et sans prestige ; archives d'industries, d'écoles ; archives techniques, scientifiques, tout ce qui touche à la civilisation depuis ses formes les plus humbles jusqu'aux formes les plus éminentes. Les aspects juridique, dynastique, institutionnel, doivent faire place largement aux aspects sociaux, aux aspects économiques, à la vie familiale de tous les jours, celle où l'élève peut se reconnaître.

Les expositions permanentes ou passagère, préparées en relation avec les pédagogues et les muséistes modernes, tiendront compte d'abord du caractère didactique et explicatif, la valeur scientifique étant sauve. L'érudition sera bannie au bénéfice d'une concrétisation hardie.

Les dossiers documentaires sélectionneront les pièces utilisables dans les écoles en fonction des besoins des maîtres du secondaire. Ils viseront à la sim-

plification, à la clarification des notions, même les plus complexes. Ils ne se limiteront pas aux textes, mais inclueront toute espèce de document et d'information pratique.

La décentralisation des Archives devrait aller de pair avec l'organisation de services de relations dans les écoles, incluant la mise à disposition de celles-ci de moyens de travail ou de lieux de travail dûment équipés, documentés et interconnectés, des expositions locales itinérantes, etc.

On peut rêver à bien d'autres choses, mais dans l'immédiat dossiers et expositions doivent faire l'objet d'études précises et de larges informations pratiques, au niveau des archivistes, des professeurs concernés et de certains élèves (tels que guides juniors, membres des cercles parascolaires, jeunesse archéologiques ou historiques, etc.).

Pour les *Bibliothèques*, les mêmes principes doivent être respectés sur le plan de la valorisation de leurs archives et collections spécialisées (Cabinet des Estampes, Cabinet des Médailles, etc.) Mais il m'est difficile de séparer les bibliothèques de leur fonction irremplaçable d'outil de travail. Dans cette optique, il m'apparaît urgent que les bibliothèques s'organisent en *Centres de documentation* dûment interconnectés et standardisés, équipés des moyens modernes d'informatique. Ceci ne concerne pas seulement le chercheur scientifique mais tout qui doit assurer son éducation depuis l'enfant jusqu'à l'adulte dans une société en expansion culturelle constante.

Des liaisons devraient être assurées entre ces *Centres de documentation* et les écoles pour aider celles-ci à s'équiper en bibliothèques de travail types, en dossiers d'information exploitables avec les élèves, pour initier aussi le personnel *ad hoc*, et amener ainsi sans heurt les élèves à passer de l'utilisation du livre de classe à l'utilisation de la bibliothèque de recherche scientifique, sans négliger l'éveil du sentiment esthétique, poétique ou artistique. Un encadrement associant bibliographes, pédagogues, animateurs culturels devrait assurer le climat favorable. Le futur utilisateur apprendrait de la sorte à se servir d'un fichier, d'un catalogue, voire d'une console d'ordinateur. Sachant à quoi ils servent, il apprendrait à respecter les livres, à les préserver, à les exploiter

« Allez à l'enfant ! » comme au siècle dernier Alexandre HERZEN conseillait aux intellectuels russes : « Allez au peuple ! ». Amenez l'enfant à se sentir chez lui, attendu et désiré, dans nos institutions, et non seulement toléré comme un mal nécessaire. Les techniques d'animation jouent ici un rôle important, les cercles de lecture collective, de dramatisation, d'expression gestuelle, d'expression artistique, d'information critique ou de débats (lire un journal, rendre compte d'une question controversée dans le respect des opinions exprimées, ne voilà-t-il pas toute une affaire ?).

Abattre les cloisons, lever les barrières, démystifier, désacraliser, n'est-ce pas là gage d'unité, donc de compréhension ? Cette compréhension dont le Monde a besoin autant que de pain. Récemment l'U.N.E.S.C.O. formulait en-

core ce vœu : « Il semble nécessaire d'attirer sur ce point et d'une façon instante et grave, l'attention des Etats, afin qu'ils répondent à ces besoins nouveaux et impératifs des populations modernes qui sont comme saisies par une nouvelle faim, spirituelle celle-là, et qui réclament une nourriture terrestre ».

La leur donnerez-vous cette nourriture ? Je le souhaite et je vous en remercie.

VAN SANTBERGEN René
Inspecteur de l'E.S.S.

Novembre 1969.